



Ministère des Affaires étrangères
de la République tchèque

25 ans

d'adhésion de la République tchèque à l'OCDE



Avant-propos, Andrej Babiš	3	Office national de la cybersécurité et de la sécurité de l'information	18
<i>Premier Ministre de la République tchèque</i>		Ministère du Travail et des Affaires sociales	19
Avant-propos, Tomáš Petříček	4	Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports	22
<i>Ministre des Affaires étrangères de la République tchèque</i>		Inspection générale de l'éducation nationale de la République tchèque	24
Avant-propos, Vladimír Dlouhý	5	Ministère de l'Environnement	26
<i>Candidat au poste de Secrétaire général de l'OCDE</i>		Ministère de la Santé	27
Ambassadeurs	6	Ministère du Développement régional	28
Jalons importants	8	Ministère de l'Agriculture	30
La République tchèque devient Membre de l'OCDE	9	Ministère de la Justice	31
Ministère des finances	10	CzechInvest	32
Office des statistiques tchèque	11	Fédération de l'Industrie et du Transport	33
Ministère des Affaires étrangères	12	Office pour la protection de la concurrence	34
Ministère de Industrie et du Commerce	13		
Bureau du Gouvernement de la République tchèque	15		
Ministère de l'Intérieur	17		



Mesdames et Messieurs,

Fière d'être le premier pays post-communiste à intégrer cette organisation internationale de prestige, la République tchèque célèbre cette année le 25^e anniversaire de son adhésion à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Après que l'Union soviétique eut contraint la Tchécoslovaquie en 1948 à ne pas participer au plan Marshall mis en place pour aider au redressement économique des pays dévastés par la guerre, cette adhésion, perçue comme la réparation d'une injustice historique, revêt une grande importance symbolique.

Les événements survenus en 1989 ont permis à la Tchécoslovaquie, et la République tchèque, d'effectuer son « retour en Europe ». L'OCDE fut la première organisation internationale ayant ouvert ses portes à notre pays en cours de transformation sociale et économique. L'intégration à l'OCDE nous a permis de participer légitimement à des débats sur des questions clés de politique économique et financière et met à la disposition de notre pays des données et des analyses de pointe.

Les Études économiques par pays, la parution la plus connue du public, constituent pour nous un portail de coopération dans un nombre de domaines autres qu'exclusivement économiques, comme l'éducation, le développement, la science, la technologie et l'innovation, l'environnement, l'administration publique ou l'agriculture.

Je suis convaincu que notre intégration à l'OCDE fut une initiative et une avancée positive. Avec la famille des pays les plus avancés du monde, nous œuvrons pour formuler des mesures économiques essentielles et pour surmonter ensemble une crise aussi vaste que la crise actuelle.

Andrej Babiš

Premier Ministre de la République tchèque



L'adhésion à l'OCDE avait permis à la République tchèque d'achever avec succès la transformation économique engagée dans les années 1990 et de préparer minutieusement son adhésion à l'Union européenne. Source précieuse d'informations, l'OCDE nous permet depuis 25 ans de tirer des enseignements des pays les plus avancés en partageant ses produits et services pour notre propre développement. Conscients de son importance pour le commerce mondial, nous sommes fiers de pouvoir contribuer au rayonnement de ses valeurs et principes fondamentaux, en promouvant des meilleures pratiques à travers le monde.

La République tchèque, pays à l'économie de taille moyenne, ouverte et orientée vers l'exportation, est désireuse d'être un membre actif favorisant des processus simples et attaché à des principes libéraux et du marché de l'investissement, des affaires et du commerce. Nous soutenons toutes les activités de l'OCDE relatives aux défis mondiaux tels que le changement climatique, le vieillissement de la population, l'emploi et la numérisation. Bénéficiaire à l'époque de l'aide au développement, notre pays est devenu l'un des donateurs de premier plan. Alors que nous sommes confrontés à une récession économique mondiale, la crise actuelle réaffirme l'importance de la coopération entre des nations libres. Je suis convaincu que l'OCDE, une alliance de pays avancés réunis par leur attachement à la démocratie, est en mesure de relever ce défi et devrait jouer un rôle crucial dans la reprise économique mondiale.

Tomáš Petříček

Ministre des Affaires étrangères de la République tchèque



www.vladimirdlouhy.cz

La République tchèque souhaite contribuer activement au futur développement de l'OCDE et à la promotion de ses valeurs fondamentales au sein de son encadrement supérieur. Je suis honoré que le Gouvernement de la République tchèque m'ait nommé candidat au poste de Secrétaire général que je considère comme l'un des postes de renommée internationale les plus importants.

J'ai eu l'honneur d'être le premier membre du Gouvernement tchèque à participer à un Conseil de l'OCDE au niveau des ministres, en tant que Ministre de l'Industrie et du Commerce peu après l'adhésion de la République tchèque, en 1995. Depuis, notre pays a parcouru un long chemin et l'adhésion à l'OCDE a largement contribué au succès de notre développement économique. Notre économie et notre société reposent sur des valeurs telles que l'économie de marché, le libre-échange, la démocratie pluraliste et le respect des droits de la personne. Dans le même temps, nous sommes confrontés à de nombreux autres défis du monde d'aujourd'hui. L'OCDE nous propose ses analyses ainsi que des conseils politique et économique. Je pense que le moment est venu de rendre à l'organisation ce qu'elle a permis d'obtenir à notre pays et de poursuivre ses travaux pour renforcer sa pertinence et sa position au niveau mondial.

L'économie mondiale sera confrontée pendant un certain temps aux conséquences économiques de la pandémie actuelle. Je pense que l'OCDE est une organisation clé qui joue et continuera à jouer un rôle essentiel dans la formulation de politiques économiques nécessaires au redressement économique mondial. Je suis convaincu que du fait de mon expérience liée à la transformation économique en République tchèque, mes qualités et capacités professionnelles, je suis prêt à relever ce défi.

Vladimír Dlouhý

Candidat au poste de Secrétaire général de l'OCDE



Jaromír Přívratský

Ambassadeur et représentant permanent auprès de l'OCDE entre 1997 et 2002

In memoriam

- Premier ambassadeur de la République tchèque auprès de l'OCDE
- Au cours de son mandat, la République tchèque a obtenu sa première vice-présidence et présidence au sein des comités de l'OCDE
- En 2001, la République tchèque est devenue membre du Groupe sur les crédits à l'exportation dans le cadre de l'Arrangement sur les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public de l'OCDE (le Consensus de l'OCDE) et permettant à la République tchèque de participer aux débats sur les conditions financières que peuvent offrir les pays membres lorsqu'ils accordent des crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public. Ainsi, la République tchèque peut participer à la définition de conditions de concurrence loyale relatives aux financements des exportations et à l'assurance des risques à l'exportation sur les marchés européens et mondiaux.



Jiří Maceška

Ambassadeur et représentant permanent auprès de l'OCDE entre 2002 et 2007

- Doyen du corps diplomatique auprès de l'organisation entre 2006 et 2007. A ce titre, il a été le soutien du nouveau Secrétaire général de l'OCDE Ángel Gurría
- A organisé la réunion du Conseil de l'OCDE à l'occasion du 10^e anniversaire de l'adhésion de la République tchèque
- A contribué à la collaboration avec l'OCDE au sujet de la stratégie de l'économie nationale de la République tchèque
- A été d'une grande assistance pour l'adhésion d'Israël à l'OCDE



Karel Dyba

Ambassadeur et représentant permanent auprès de l'OCDE entre 2007 et 2012

- Il a cherché à sensibiliser à l'expérience historique de la République tchèque de la période de la (non-)économie communiste, y compris à l'expérience unique de la transformation économique et politique du pays
- Il a souhaité que la République tchèque bénéficie d'une utilisation approfondie de l'expertise de l'OCDE dans la formulation de la politique économique nationale
- A travers ses conférences et ses activités de vulgarisation, il a élargi les connaissances nationales sur la nature et les activités de l'OCDE



Pavel Rozsypal

Ambassadeur et représentant permanent auprès de l'OCDE entre 2012 et 2017

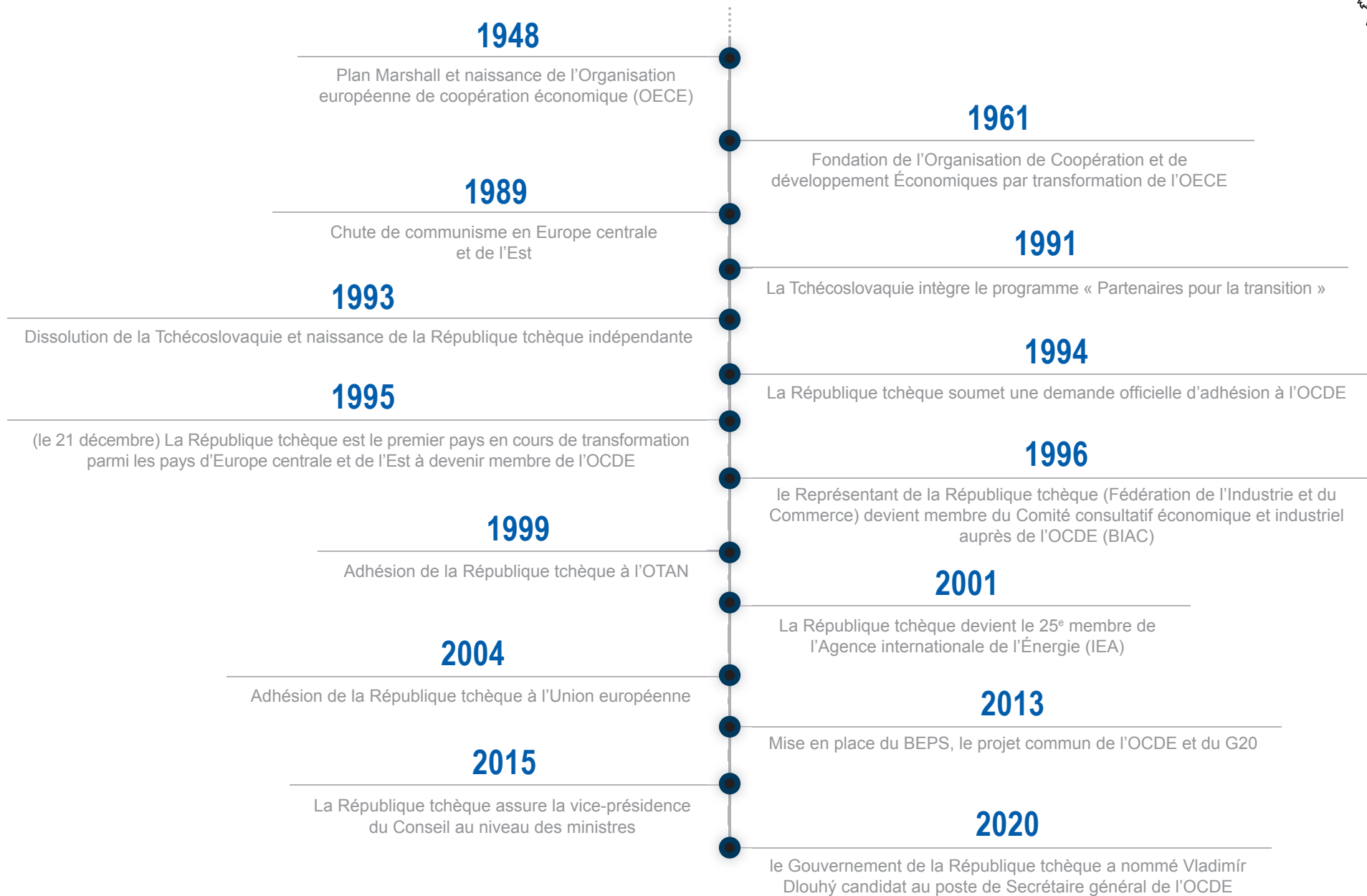
- Sous son mandat, Pavel Rozsypal a œuvré pour le développement de normes pour la lutte contre l'érosion fiscale et le transfert de bénéfices par des groupes supranationaux par le projet BEPS (Base Erosion and Profit Shifting)
- Il a pris personnellement part au lancement de la discussion portant sur une approche proactive à la prospective stratégique, une démarche de réflexion permettant d'élaborer des scénarios et de se préparer pour les ruptures qui pourraient se produire dans l'économie et la société à un horizon long. Cette approche s'appuie sur les expériences des pays comme le Royaume-Uni, la Finlande, le Danemark et autres.



Petr Gandalovič

Ambassadeur et représentant permanent auprès de l'OCDE depuis 2017

- Entre 2017 et 2018, président du Comité du Budget. Pendant cette période, les différends entre les pays membres sur le financement de l'OCDE se sont intensifiés. Il considère que le compromis trouvé fin 2018 et le budget de l'OCDE fut succès.





**Château de la Muette, Paris le 28 novembre 1995
la République tchèque devient Membre de l'OCDE**

**De gauche à droite:
Petr Lom, Ambassadeur,
Josef Zieleniec, Ministre des Affaires étrangères**

**Jean-Claude Paye
Secrétaire Général, OCDE**



Études économiques de la République tchèque proposant les recommandations selon les meilleures pratiques

La République tchèque apprécie fortement les Études économiques qui proposent un examen régulier de l'économie du pays et consacrent un chapitre entier à un thème spécial. L'Étude économique de la République tchèque publiée en décembre 2020 propose une analyse plus approfondie du thème de la fiscalisation décentralisée. Les sujets spéciaux examinés dans les éditions précédentes portaient sur l'amélioration du système de santé, l'augmentation de la productivité, l'efficacité du secteur public, la compétitivité de l'économie nationale ou l'efficacité énergétique.

Les recommandations et les exemples de bonnes pratiques issues d'autres pays membres de l'OCDE abordant un large éventail de domaines tels que l'éducation, le soutien aux petites et moyennes entreprises ou le système de retraites sont des points de référence importants formulés à l'intention de notre pays en vue d'améliorer les performances en République tchèque. De caractère transversal, l'étude économique ne peut être menée sans la coopération d'un certain nombre d'institutions de l'administration publique. Ainsi, de nombreux sujets sont abordés sous différents angles, ce qui constitue, à nos yeux, une autre valeur ajoutée de cette publication.

Tous les pays membres de l'OCDE font l'objet d'études économiques. Si vous souhaitez connaître l'un d'entre eux dans son intégralité, il n'y a pas de meilleure source que les cent pages de l'étude économique par pays de l'OCDE.

Dans le domaine de la fiscalité, la coopération internationale est inestimable

L'adhésion à l'OCDE revêt une importance cruciale pour la République tchèque, en particulier en raison de la possibilité de débattre des questions d'actualité en matière de fiscalité et de renforcer la coopération entre les pays en vue de développer des solutions communes à des problèmes actuels. S'appuyer sur l'expérience d'autres États membres de l'OCDE est l'une des pierres angulaires de la mise en place d'un système fiscal moderne présentant un minimum d'effets distorsifs.

Les documents de l'OCDE sous forme de publications et de documents relatifs aux statistiques et à la politique fiscale sont un outil précieux pour la mise en place de la politique fiscale et l'élaboration d'analyses fiscales. Les recommandations, directives, modèles de contrats et autres documents publiés par l'OCDE constituent une avancée vers une coopération fiscale efficace dans le monde entier. Associant des experts non seulement dans le domaine de la fiscalité, l'OCDE offre la possibilité de s'appuyer sur l'expérience de collègues d'autres pays, d'échanger et bâtir un système fiscal moderne et fonctionnel en République tchèque.

Parmi les grands enjeux du monde actuel, où la coopération au sein de l'OCDE nous est inestimable, comptent notamment la prévention de la double imposition, la taxation de l'économie numérique, la concurrence fiscale dommageable, la fraude fiscale ou l'imputation de bénéfices à un établissement stable.

<http://www.oecd.org/czech/>





Données statistiques de l'OCDE

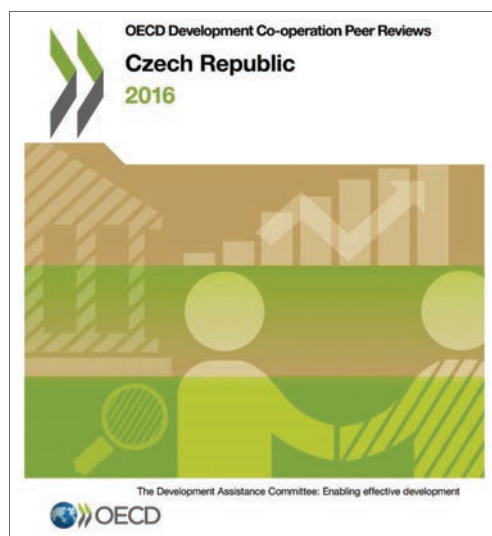
Bien que cela n'apparaisse pas de prime abord, l'OCDE est étroitement associée aux statistiques. Lorsque l'on consulte le site www.oecd.org, force est de constater qu'une grande partie est consacrée aux données - par pays, présentées en longues séries chronologiques ou des données actuelles par sujets, tels que l'environnement, l'économie, la finance, l'éducation ou la société. La manière de présenter les données statistiques est très inspirante - des icônes avec des données de base, des graphiques dynamiques, la possibilité de télécharger des données pour des travaux ultérieurs, etc., constitue un bon exemple pour les Offices des statistiques. L'OCDE développe également des outils pour créer des fichiers avec des données ouvertes, y compris des outils de visualisation. Des représentants de l'Office des statistiques de la République tchèque ont participé aux travaux de plusieurs groupes de travail - notamment dans le domaine de la communication de productions statistiques.

<https://data.oecd.org/czech-republic.htm>





Participation aux travaux du Comité d'aide au développement de l'OCDE



Depuis 2013, la République tchèque participe activement aux réunions et aux travaux du Comité d'aide au développement (CAD) réunissant les plus grands fournisseurs de l'aide parmi les États membres. L'admission officielle de la République tchèque à ce forum est une marque de reconnaissance symbolique des actions de la République tchèque en matière de coopération au développement et d'aide humanitaire. L'intérêt de l'appartenance à ce forum international compte notamment le partage d'expériences et la possibilité de prendre part à l'établissement de normes arrêtées par l'OCDE. L'adhésion est, entre autres, une motivation et une occasion d'améliorer nos performances. En 2016, le système de coopération au développement et de l'aide humanitaire en place en République tchèque a fait l'objet d'un examen par ses pairs. Les pays examinateurs, les Pays-Bas et la Suède, ont apprécié les résultats et le fonctionnement général du système d'octroi d'aide étrangère en formulant des recommandations en vue d'améliorer

son fonctionnement à l'avenir. En 2019, lors de l'examen à mi-parcours, l'OCDE a confirmé que la plupart des recommandations étaient respectées, y compris la mise en œuvre de nouveaux outils, une meilleure articulation de l'engagement du secteur privé ou un soutien plus efficace du nexus humanitaire-développement. Notre activité d'évaluateur a également été une expérience précieuse. Des experts tchèques ont participé à l'examen du Portugal et de la Grèce. L'adhésion au Comité ouvre également l'accès au système de statistiques et d'évaluations. De ce fait, nous évaluons nos activités conformément à des procédures méthodologiques formulées par le CAD, et leurs résultats servent d'entrées pour une programmation ultérieure. Grâce aux normes statistiques du CAD et l'OCDE, la République tchèque collecte et traite chaque année des données internationales comparables, ce qui facilite la présentation de la coopération au développement de la République tchèque à l'étranger.

<http://www.oecd.org/dac/>

<https://www.oecd.org/dac/oecd-development-co-operation-peer-reviews-czech-republic-2016-9789264264939-en.htm>





Échanges extérieurs ou protection du consommateur

Dans le domaine du commerce extérieur, l'OCDE offre aux États membres un espace de coopération, d'échanges et d'analyse des politiques commerciales leur permettant de tirer grandement bénéfice des opportunités commerciales et à s'adapter à la nature changeante du commerce. Contrairement au concept conventionnel du commerce international, l'OCDE cartographie le système des chaînes de production mondiale en valeur ajoutée. À cet égard, l'OCDE, en collaboration avec l'OMC, a créé une base de données unique sur le commerce en valeur ajoutée TiVA qui examine les interactions internationales nées de la mondialisation. Dans le commerce des services, une étape importante a été franchie avec l'introduction en 2014 de l'Indice de restrictivité des échanges des services de l'OCDE (IRES), un outil unique basé sur des données économiques qui fournit des informations sur les restrictions visant les échanges de services dans 22 secteurs et pour 46 pays. Par rapport aux autres pays, la République tchèque présente des faibles valeurs de l'Indice IRES, et ce dans 21 secteurs. Dans le contexte de la transformation numérique, l'OCDE mène des travaux sur le commerce numérique, de nos jours, l'un des sujets les plus suivis en République tchèque. Dans ce cadre, le Comité des échanges examine les barrières qui affectent les services commercialisés sous forme numérique (IRES numérique).

Des représentants de la République tchèque participent également aux travaux du Groupe de travail sur les petites et moyennes entreprises et l'entrepreneuriat. Ce groupe aborde les questions de l'examen de la politique des PME, des orientations stratégiques et des activités actuelles, des perspectives des PME et de l'entrepreneuriat (Perspectives sur les PME et l'entre-

preneuriat), mais aussi des problèmes spécifiques liés à l'utilisation des nouvelles technologies en entreprise, la numérisation des PME, la technologie blockchain, l'intelligence artificielle et autres. L'accent est également mis sur l'examen de la qualité et du caractère inclusif des emplois créés par les PME. La publication « Financement des PME et des entrepreneurs - tableau de bord » apporte une contribution significative. Ce rapport d'évaluation sur le financement des PME fournit des données sur les prêts, les instruments alternatifs de financement et les conditions de financement des PME, ainsi que sur les mesures prises par les pouvoirs publics pour améliorer l'accès des PME au financement, dans 48 pays du monde. (Les conditions des prêts étaient restées globalement favorables au cours de la période qui a précédé l'épidémie de Covid-19, même si un certain durcissement se profilait déjà. Pour autant, le crédit bancaire n'a que très peu augmenté dans bon nombre de pays et a même perdu du terrain dans d'autres.)

Par l'intermédiaire de son Comité de la politique à l'égard des consommateurs, l'OCDE offre une tribune pour discuter des questions et des droits des consommateurs et de leur respect dans un contexte mondial. Le Comité aborde un vaste éventail d'enjeux en matière de consommation et fournit une gamme d'outils aux administrations publiques pour formuler des politiques efficaces de protection des consommateurs et promouvoir les droits des consommateurs. Le Comité réalise des recherches et des analyses sur les enjeux des consommateurs, élabore des lignes directrices sur des sujets d'intérêt général, suit et analyse les marchés en examinant les effets sur le consommateur et partage des informations sur des enjeux des con-



sommateurs. Les publications élaborées par le Comité visent à promouvoir la formulation des priorités en matière de consommation au niveau national et élaboration des solutions aux enjeux identifiés. La République tchèque utilise les résultats de ses travaux pour formuler sa stratégie nationale de protection des consommateurs. Dans le contexte de la numérisation, le Comité examine régulièrement des questions liées à la protection des consommateurs dans un environnement numérique, comme la discussion sur l'utilisation d'informations trompeuses dans des messages publicitaires sur des offres et des ventes des produits et de services en ligne. Le Comité a étudié la contribution de la République tchèque recensant les exemples de pratiques commerciales trompeuses de la publicité en ligne dont les autorités nationales de surveillance ont été saisies, ainsi que quelques exemples de bonnes pratiques en la matière.

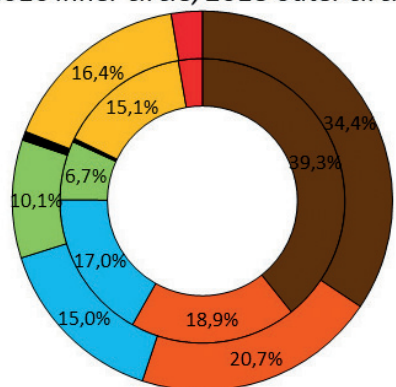
<https://www.mpo.cz/cz/zahranicni-obchod/>





Référence mondiale de données et analyses en énergie

Primary energy sources by fuel
(2010 inner circle, 2018 outer circle)



- Coal
- Natural gas
- Waste (non renewable)
- Oil and oil products
- Renewable energy sources
- Nuclear



En 2001, la République tchèque est devenue le 25^e pays membre de l'Agence internationale de l'Énergie (AIE), une organisation opérant « sous l'égide » de l'OCDE fournissant des informations actualisées sur l'ensemble de l'univers énergétique mondial, y compris les projections de développements futurs. Organisation de référence, l'AIE fournit des données, statistiques et analyses aux experts du monde entier qui sont largement utilisées dans la formulation de documents de nature stratégique, y compris la Stratégie nationale de l'énergie ou le Plan national sur l'énergie et le climat. L'Agence mène également des travaux approfondis, qui sont mis à la disposition des professionnels tchèques, et procède périodiquement à des examens approfondis des politiques énergétiques de ses États membres, sur la base desquelles, elle formule des recommandations non contraignantes. La mise à disposition de l'expertise constitue une contribution incontestable à l'orientation stratégique de la politique nationale énergétique et à la réalisation de choix informés. On ne saurait souligner son rôle dans le domaine de la coopération internationale et du renforcement des relations non seulement avec nos pays voisins, mais également avec les plus grandes économies du monde. Dans le domaine de la technologie, des institutions de recherche coopèrent sur des centaines de projets, et la République tchèque ne reste pas à l'écart.

La coopération de fond avec l'Agence relève de la compétence du Ministère de l'Industrie et du Commerce et l'Autorité de gestion des réserves de l'État en coopération avec le Ministère de l'Environnement et l'Office national des statistiques, le Ministère des Affaires étrangères étant responsable du budget. Lors des réunions régulières, les instances de travail de l'Agence discutent des dernières évolutions des marchés mondiaux de l'énergie, de l'état des stocks pétroliers de sécurité des pays membres, des questions liées à la sécurité et sûreté énergétiques, à la recherche, à la technologie énergétique, au développement durable et à la lutte contre le changement climatique.

L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), dont la République tchèque est membre depuis 1996, représente plus de 85 % de toutes les capacités nucléaires dans le monde. Chargée de promouvoir une coopération internationale intense entre les pays développés, membres de l'OCDE, l'Agence s'est dotée de plusieurs groupes de travail.

À l'instar de l'AIE, l'AIEA a bâti au cours de son existence son statut d'organisation de prestige, caractérisée par une profonde expertise technologique. L'AIEA fournit des études, des données et des informations probantes dans le domaine du nucléaire, par exemple sur la sécurité et sûreté nucléaires, des nouvelles technologies nucléaires, la radioprotection et l'utilisation de la science et de la technologie nucléaires.

La valeur ajoutée de l'adhésion de la République tchèque à l'AIE et l'AIEA se manifeste précisément dans l'apolitisme et dans le respect du principe de neutralité technologique. Un débat uniquement scientifique et sans a priori technologique sur l'utilisation de l'énergie atomique et des avantages qui en résultent, est aujourd'hui indispensable. Trop souvent, nous assistons à divers raccourcis médiatiques, à des tentatives politiquement motivées de mettre le nucléaire en retrait ou réduire l'importance des avantages incontestables de l'utilisation de l'énergie atomique, par exemple en ce qui concerne l'atténuation du changement climatique et la transformation du secteur de l'énergie en secteur sobre en émissions. En raison de la construction prévue d'une nouvelle unité nucléaire à Dukovany et des raisons susmentionnées, l'adhésion de la République tchèque à cette organisation est avantageuse et nécessaire. La participation de représentants des États membres du secteur scientifique et de l'industrie aux différents groupes de travail contribue à développer le savoir-faire et à maintenir des contacts dans ce secteur.

<https://www.iea.org/countries/czech-republic>



https://www.oecd-nea.org/jcms/pl_23357/regulatory-and-institutional-framework-for-nuclear-activities-czech-republic

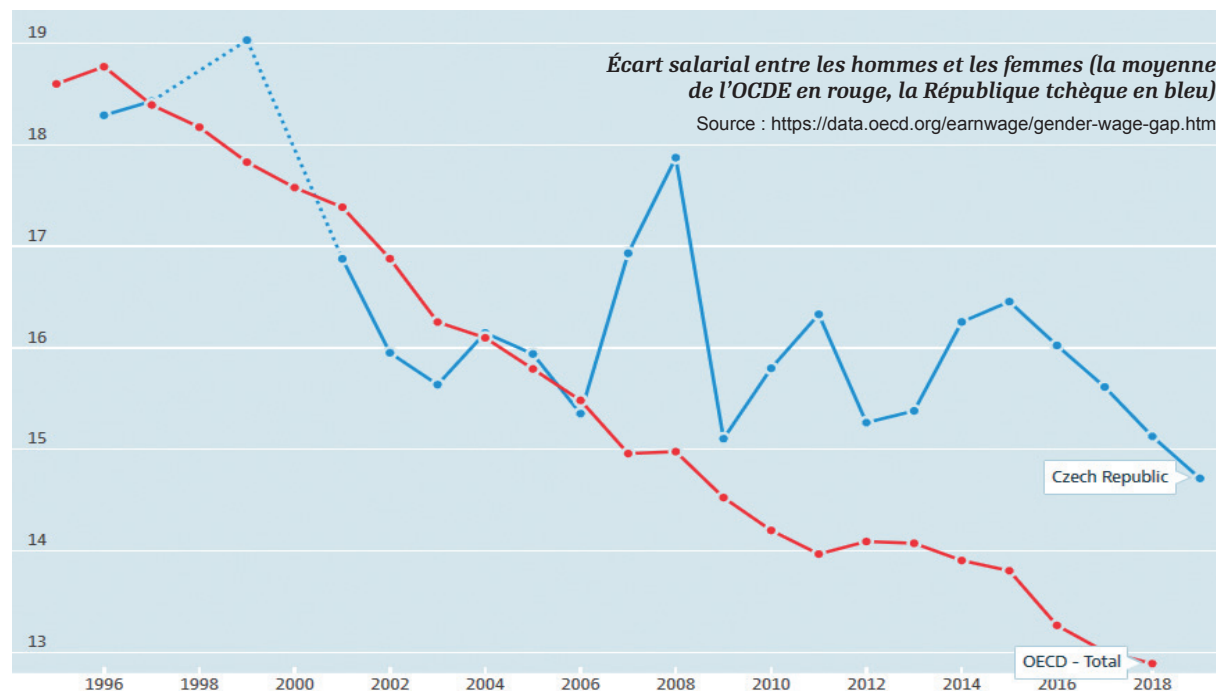




Meilleure appréhension des disparités entre hommes et femmes grâce à la collaboration avec l'OCDE

La publication d'études et l'élaboration de normes dans le domaine de l'égalité des sexes est un objectif important de l'OCDE depuis longtemps. Parmi les exemples, il convient de citer les recommandations du Conseil sur l'égalité femmes-hommes dans la vie publique, les données et recherches sur la violence à l'égard des femmes ou l'étude comparative en cours sur les répercussions de la pandémie de Covid-19 en termes d'égalité des sexes dans les États membres de l'OCDE. Source majeure d'informations sur la position de la République tchèque dans le domaine de l'égalité des sexes, l'étude internationale PISA mesure le niveau de compétences en lecture, sciences et mathématiques des élèves de 15 ans, et l'indice SIGI vise à mesurer le niveau d'égalité femmes-hommes dans la société. La République tchèque s'appuie sur ces expertises, les recommandations et les données de l'OCDE pour formuler les engagements stratégiques nationaux dans le domaine de l'égalité des sexes, notamment la Stratégie nationale pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2021-2030, qui définit un cadre général de la promotion de l'égalité des sexes pour les décennies à venir.

Placée auprès du Premier ministre de la République tchèque, l'Administration d'État chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, organisme national de coordination de l'agenda de l'égalité des sexes, entretient de bonnes relations de travail avec l'OCDE en invitant ses expertes et les experts à l'occasion d'ateliers, de colloques et de conférences pour partager des études et des données recueillies par l'OCDE avec les participants et participantes tchèques offrant une vision plus globale sur le sujet spécifique de l'égalité des sexes. La République tchèque participe activement aux travaux du Groupe de travail sur l'approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes et la gouvernance de l'OCDE.

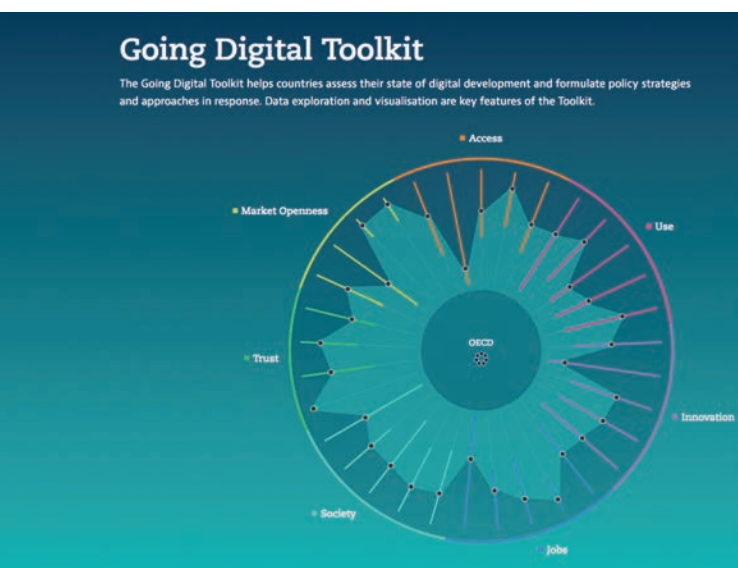


En étroite collaboration avec l'OCDE, l'Administration chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes a élaboré un projet visant à renforcer la capacité nationale de la promotion de l'égalité des sexes. Le projet est soumis dans le cadre de l'appel aux propositions sous l'Instrument d'assistance technique de l'année en cours et, s'il est soutenu financièrement par la Commission européenne, permettra un examen du cadre institutionnel mise en place pour la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes en République tchèque et conduira à la

formulation de recommandations spécifiques en vue de son amélioration. Les résultats du projet seront utilisés non seulement pour la mise en place de meilleurs processus nationaux, mais également pour l'élaboration de recommandations pour une meilleure mise en œuvre du principe transversal de l'égalité entre les femmes et les hommes dans la levée de fonds de l'UE et pour une formulation plus efficace des appels en faveur de l'égalité des sexes dans le cadre du Programme opérationnel Emploi+ disponible pour la période 2021-2027.



Économie numérique



L'OCDE est avant tout une organisation économique et de développement, il n'est donc pas étonnant que le thème de l'économie numérique joue un rôle central dans l'orientation actuelle de l'organisation. La principale contribution de l'OCDE pour l'économie numérique est la mesure de la transformation numérique, la création et la rationalisation d'indicateurs et la génération de données sur lesquelles les États membres formulent leurs stratégies nationales et leurs politiques à long terme. L'OCDE choisit également des sujets ou des tendances clés de l'économie numérique, qu'elle examine, analyse et apporte une contribution plus précieuse pour l'élaboration de politiques nationales.

Comme exemples nous avons les plateformes en ligne et leur impact sur le marché du travail, la protection des enfants sur Internet ou les bénéfices de technologies telles que l'intelligence artificielle (IA) ou la blockchain. Toutes ces activités sont placées sous l'égide du projet horizontal « Vers le numérique »¹, dans lequel un certain nombre d'instruments pertinents ont été présentés.

L'un de ses outils de mesure de la transformation numérique est la « la Boîte à outil Vers le numérique »², qui sous une forme interactive permet un examen plus approfondi de l'état de la numérisation des pays avec une attention particulière consacrée

à des domaines tels que la qualité de la connexion, l'ouverture du marché, l'innovation, le marché du travail ou la confiance dans ces technologies. L'OCDE présente également des données en rapport avec la croissance économique et la qualité de vie.

L'OCDE est également très active dans le domaine de l'IA. Lors de la conférence de ministres en 2019, les États membres ont adopté la Recommandation du Conseil de l'OCDE sur l'AI³, donnant lieu à des principes éthiques internationaux non contraignants dans ce domaine. Suite à cela, l'Observatoire des politiques relatives à l'IA⁴ a été lancé début 2020, un observatoire interactif en ligne qui cartographie la mise en œuvre des principes adoptés et les initiatives nationales en soutien de l'IA et recense les projets de recherches universitaires récemment publiés. Activement impliquée dans des travaux sur l'IA et ayant souscrit aux principes de l'OCDE sur les politiques relatives à l'IA, la République tchèque met régulièrement à jour les données à destination de l'Observatoire. L'Observatoire national intitulé « l'Observatoire et Forum d'IA »⁵ chargé de suivre le développement de la technologie de l'IA et l'évolution des cadres juridique et éthique créé en République tchèque en 2020, s'engage à respecter et à appliquer les principes de l'IA adoptés.

¹ OECD Going Digital Project <http://www.oecd.org/going-digital/>

² Going Digital Toolkit <https://goingdigital.oecd.org/en/>

³ Recommendation of the Council on Artificial Intelligence <https://legalinstruments.oecd.org/en/instruments/OECD-LEGAL-0449>

⁴ OECD. AI Policy Observatory <https://oecd.ai/>

⁵ AI Observatory and Forum <http://observatory.ilaw.cas.cz/>





Nous suivons le rythme des tendances globales

La participation des représentants du Ministère de l'Intérieur aux travaux des comités et groupes de travail portant sur la gouvernance publique, la numérisation du service public ou sur les ressources humaines en administration publique génère de la connaissance sur les tendances mondiales actuelles dans ces domaines.

Le partage des bonnes pratiques issues des pays étrangers et les publications méthodologiques de l'OCDE, comme le Cadre politique pour la bonne gouvernance publique qui définit la vision et les grands principes du fonctionnement du service public idéal et propose des outils pour sa mise en place, ou la Recommandation du Conseil sur le leadership et les aptitudes de la fonction publique qui accentue la gestion, le leadership et le développement des ressources humaines, facteurs déterminants d'une administration publique crédible et flexible, aident à planifier le développement stratégique du service public. Le document-cadre intitulé « Administration publique axée sur le client 2030 en République tchèque » a été élaboré selon les lignes du Cadre, ce qui montre que le développement stratégique de la fonction publique se trouve sur la bonne voie.

L'OCDE réagit avec flexibilité aux enjeux actuels, comme le démontre la mise en place d'un outil référence pour tous les pays - le Suivi des politiques par pays recueillant des réponses concrètes innovantes à la crise de Covid -19 pour lutter contre la pandémie.

Transformation numérique de l'administration publique

Les comités et groupes de travail de l'OCDE axés sur l'économie numérique et l'administration en ligne sont une plate-forme pour l'échange professionnel international d'informations et de discussion sur les nouvelles tendances dans le domaine de la numérisation. Ils permettent également la coopération entre les États membres et la coordination de leurs politiques nationales.

Des publications élaborées par l'OCDE, telles que les Perspectives de l'économie numérique, examinent l'économie numérique des États membres et formulent des recommandations dont les États membres peuvent s'inspirer pour optimiser le potentiel de l'économie numérique dans des domaines spécifiques. Des exemples sont la Recommandation sur des stratégies numériques, la Recommandation sur la gestion de sécurité numérique ou la Recommandation à paraître sur les nouvelles technologies (la blockchain et l'intelligence artificielle).

De plus, l'OCDE s'est dotée du Cadre de politiques intégrées « Vers le numérique » visant à aider les pays à mettre au point des politiques adaptées à l'ère numérique au service de tous les groupes sociaux. Le projet transversal « Vers le numérique » cartographie la transformation numérique et aide à développer des outils pour un monde de plus en plus numérique et géré par les données. Le projet examine également des technologies telles que l'intelligence artificielle et la blockchain, et aborde également la relation entre ces technologies et l'éducation, l'emploi et l'inclusion sociale. Dans ce contexte, l'OCDE a développé la Boîte à outils sur la transformation numérique rassemblant des suivis par pays.

GOING DIGITAL
Making the transformation work for growth and well-being



Sécurité du numérique à l'ère de l'économie numérique

L'adhésion de la République tchèque à l'Organisation de coopération et développement économiques (OCDE) permet aux institutions et aux entités privées tchèques de s'engager sur la cybersécurité et la sécurité numérique, la protection de la vie privée des utilisateurs, la protection en ligne des enfants et la gouvernance des données. La République tchèque est impliquée dans des travaux du Groupe de travail sur la sécurité dans l'économie numérique, entre autres, à travers des représentants de l'Agence nationale de la cybersécurité et la sécurité du numérique et du Ministère de l'Industrie et du Commerce. La République tchèque participe ainsi à l'élaboration et à la mise à jour d'un nombre de recommandations et d'autres documents stratégiques de l'OCDE dans le domaine de la sécurité de l'économie numérique, y compris l'Internet des objets.

Dans ce domaine, l'objectif de la République tchèque est de promouvoir une approche basée sur l'évaluation des risques, la protection des droits de la personne et de la vie privée. En même temps, d'autres outils et instruments formulés par l'OCDE peuvent servir de point de départ pour l'adoption ou la spécification de mesures et de normes adoptées au niveau national, dans des domaines variés, comme la coopération public-privé pour la divulgation coordonnée des vulnérabilités. Enfin, l'adhésion de la République tchèque à l'OCDE donne l'occasion aux experts des sphères publique et privée de participer à des travaux des groupes de travail sur la sécurité du numérique et la cybersécurité, et de partager le savoir-faire de la République tchèque en la matière.

<https://www.oecd.org/sti/ieconomy/workingpartyonsecurityandprivacyinthedigitaleconomyspde.htm>

<https://www.oecd.org/digital/ieconomy/information-security-and-privacy.htm>





Politique sociale et l'OCDE

1. Dialogue social

En adhérant à l'OCDE, la République tchèque a souscrit à plusieurs documents phares de l'OCDE dans le domaine du travail, de l'emploi et des relations industrielles, comme les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales. Ces recommandations et normes juridiquement non contraignantes adressées par les gouvernements adhérents aux multinationales encouragent les entreprises opérant dans les pays membres de l'OCDE d'assurer pour leur part une conduite commerciale responsable dans un monde globalisé, conformément aux lois et aux normes reconnues au niveau international. Au titre des Principes directeurs, le Point de contact national (PCN) a été établi en République tchèque à vocation principale d'aider à leur mise en œuvre de manière efficace en réalisant des activités promotionnelles, en fournissant une plate-forme de médiation et de conciliation en vue de résolution de difficultés pratiques découlant du non-respect de ces principes. Entre 2001 et 2004, le PCN, à l'initiative des syndicats (notamment de la Confédération tchéco-morave des unions syndicales) a été saisi de huit affaires de violation par des entreprises multinationales des réglementations régissant le droit du travail et des relations industrielles. Suite au dialogue avec les entreprises concernées sur la plateforme PCN, des solutions adaptées ont été trouvées.

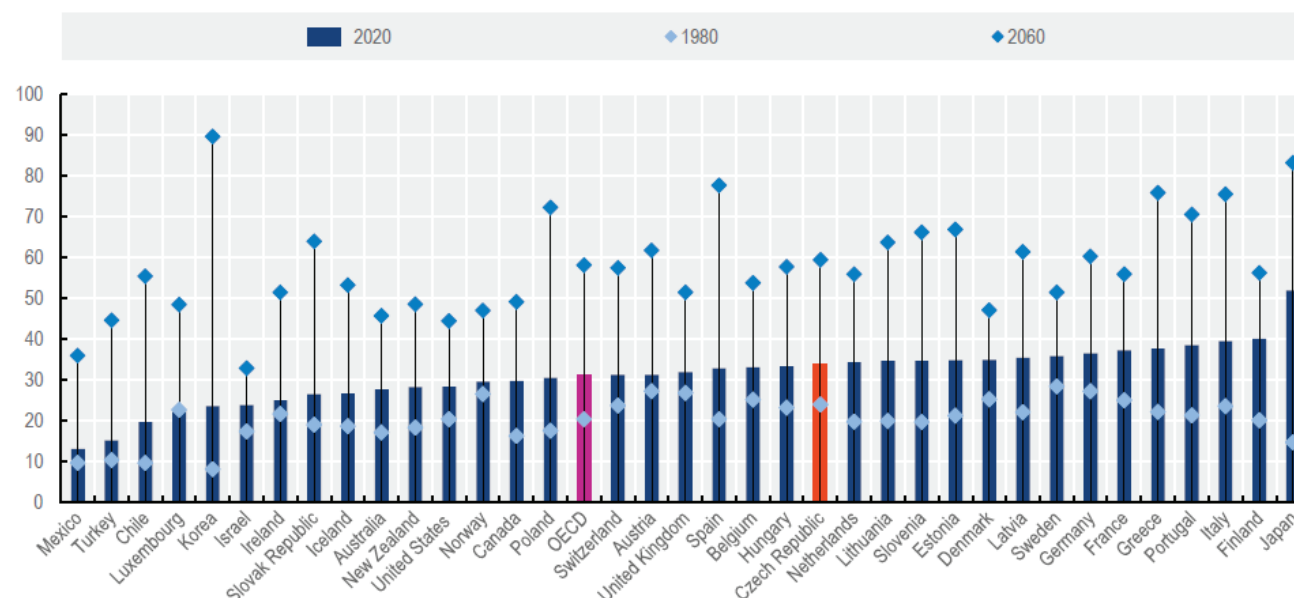


<https://www.mpo.cz/cz/zahranicni-obchod/narodni-kontakti-misto/>

2. Politique de l'emploi et les services publics de l'emploi

En 2000, le Ministère du Travail et de l'Emploi a célébré le dixième anniversaire d'existence du réseau de services publics de l'emploi (Agences pour l'Emploi), qui, au cours de la première

Nombre de personnes de plus de 65 ans en âge de travailler (20-64 ans), 1980-2060



décennie de transformation économique, a considérablement contribué à la création d'un marché du travail fonctionnel et est devenu le principal outil de mise en œuvre d'une politique active de l'emploi dans la transition de l'économie centralisée vers l'économie du marché. A cette occasion, les 3 et 4 juillet 2000, Prague a accueilli une conférence de haut niveau organisée conjointement par la République tchèque et l'OCDE intitulée « Les politiques actives du marché du travail et les services publics de l'emploi : les leçons tirées de l'expérience

passée et les orientations pour l'avenir » avec la présence de hauts fonctionnaires, des universitaires et des praticiens de premier rang venus de divers pays (Norvège, Pays-Bas, États-Unis, Canada, Australie, Danemark et Finlande entre autres). La conférence portait notamment sur les progrès des technologies du numérique qui ont facilité l'insertion professionnelle des personnes sans emploi, des méthodes modernes de gestion et des approches innovantes adoptées par les services publics de l'emploi, qui sont les services de l'emploi en première ligne



pour lutter contre le chômage, le point unique de contact et la gestion décentralisée des services, les services en faveur des employés et des employeurs, la soumission du droit aux allocations chômage à la condition de recherche active d'emploi, la garantie de l'emploi pour les chômeurs longue durée et d'autres stratégies d'intervention en faveur de personnes sans emploi, l'amélioration de la prise en charge par des services publics de l'emploi au moyen d'audits externes, la mise en place d'indices de performance et de mécanismes pertinents de financement et de compétitivité pour la fourniture de services.

<https://www.oecd.org/els/emp/labourmarketpoliciesandthepublicemploymentserviceproceedingsofthepragueconferencejuly2000.htm>



3. Gestion de la migration de travailleurs étrangers qualifiés - source de main d'œuvre et outil de gestion de l'incidence des impacts des changements démographiques

La problématique de la migration de la main d'œuvre et l'intégration des migrants dans la société des pays d'accueil est un sujet auquel l'OCDE accorde une attention particulière, depuis longtemps. De ce fait, en collaboration avec l'OCDE, le Ministère du Travail et des Affaires Sociales avait préparé un projet pilote intitulé « Identification active de travailleurs étrangers qualifiés » qui fut adopté dans ses lignes directrices par le Gouvernement de la République tchèque en septembre 2001 et en intégralité en juillet 2002. Le Ministère du Travail et des Affaires Sociales, soutenu par la Commission interministérielle pour les personnes étrangères, son organisme de conseil, a organisé,

en mai 2000 lors de la préparation du projet, un colloque sur la politique migratoire avec la participation d'experts venus de France, du Canada et du secrétariat de l'OCDE. En vue de formuler des politiques nationales à long terme en réponse au défi de l'évolution démographique (le vieillissement de la population et la baisse de la natalité ont déjà été enregistrés en 2000), les experts de l'OCDE ont été également consultés au sujet des étapes suivantes de la mise en œuvre de ce projet qui s'appuyait en particulier sur l'expérience migratoire au Canada, en France, en Australie, en Suède, en Suisse et aux États-Unis. L'objectif de ce projet n'était pas de solutionner les problèmes liés au marché du travail par une migration cyclique mais plutôt d'identifier des candidats étrangers recherchant une installation permanente en République tchèque et susceptibles de s'intégrer sans difficulté, et étant donné leur niveau d'éducation et d'autres qualités personnelles, ils constitueraient une contribution à long terme pour la société tchèque.

<https://migraceonline.cz/cz/e-knihovna/ziskavani-kvalifikovanych-pracovniku-v-zahranici>



4. Vieillesse de la population et politique de l'emploi en République tchèque

Les impacts négatifs du vieillissement de la population sur l'économie, les marchés du travail et les systèmes sociaux de l'État sont un fait incontestable. L'OCDE consacre une attention particulière au sujet de ces impacts depuis longtemps. Outre les recommandations en vue de réformer le système public de retraites et de limiter les retraites anticipées, les réformes pro-

posées visent à mettre en place des mécanismes d'incitation à la retraite tardive, à l'élimination de la discrimination sur la base d'âge et des approches négatives à l'égard des travailleurs âgés, au maintien et l'amélioration de la qualification des personnes âgées, aux aménagements de leurs conditions de travail, à leur activation pour le maintien de ces personnes sur le marché du travail, mais également à l'amélioration de l'offre pour ces personnes et à l'accroissement de la motivation des employeurs. En 2001, l'OCDE a décidé d'engager une procédure d'examen thématiques en vue de recenser les mesures adoptées par les pays membres. La République tchèque, avec une dizaine d'autres pays, s'est jointe à cet exercice analytique, et entre 2001 et 2003, en collaboration avec le secrétariat de l'OCDE a rédigé un rapport sur la situation en République tchèque. Le rapport fait état des barrières principales à l'emploi des personnes âgées et propose une évaluation de la pertinence et de l'efficacité des mesures visant à éliminer de tels obstacles en formulant un nombre de recommandations à l'intention des administrations et des partenaires sociaux. Les résultats de ce suivi ont été présentés lors de la conférence nationale tenue à Prague en décembre 2003 et lors de la réunion du Comité de l'OCDE pour l'emploi et les affaires sociales. L'examen a permis de formuler tout un éventail de recommandations en matière de politique active de l'emploi et de stratégie nationale intégrale en réponse au défi du vieillissement de la population en République tchèque.

https://www.oecd-ilibrary.org/social-issues-migration-health/ageing-and-employment-policies-vieillesse-et-politiques-de-l-emploi-czech-republic-2004_9789264016620-en





5. Examen des retraites

Selon un nombre important de projections démographiques, la République tchèque connaîtra une croissance dynamique de l'espérance de vie moyenne au cours des prochaines décennies, apportant un accroissement considérable du nombre de retraités et une diminution de la population en âge de travailler. Cette évolution exercera une pression sur le système des retraites et deviendra critique pour la viabilité des finances publiques à long terme. Actuellement, une analyse détaillée du système des retraites de la République tchèque est en cours de préparation, en collaboration avec l'OCDE suite à l'Étude économique de la République tchèque en 2018 qui a donné une indication de la nécessité d'assurer la viabilité future du système des retraites dans un contexte du vieillissement rapide de la population et en vue de ses impacts sur les finances publiques. Évaluation détaillée du système des retraites de la République tchèque, cette étude de l'OCDE examinera l'évolution démographique et les coûts liés au vieillissement de la population et formulera des mesures en vue d'assurer la stabilité et la viabilité à long terme du système. Les résultats de cette étude analytique seront mis à la disposition de toutes les entités intéressées - la fonction publique, le législateur, les partenaires sociaux, le secteur financier, les institutions académique et de recherche pour être discutés, tant au niveau politique que celui des experts, afin de déterminer l'orientation à prendre de la politique des retraites en République tchèque. Les résultats de cette analyse sont attendus dès le mois de novembre 2020.

https://www.oecd-ilibrary.org/social-issues-migration-health/oecd-reviews-of-pension-systems-czech-republic_e6387738-en



6. Base de données sur la famille

Les sujets comme les allocations familiales, le congé parental, les services de soins des enfants préscolaires ou l'augmentation du taux d'emploi des femmes (en particulier des mères d'enfants en bas âge) sont des sujets maintes fois posés dans les discussions entre l'OCDE et la République tchèque. La base de données de l'OCDE sur la famille, l'outil phare recensant des indicateurs internationaux sur la situation des familles et les politiques familiales des pays membres de l'OCDE, l'UE et des partenaires clés, contient 70 indicateurs regroupés sous 4 grands intitulés : composition des familles, situation des familles par rapport au marché du travail, politique des pouvoirs publics concernant les familles et les enfants, situation des enfants et le module sur le bien-être des enfants. Vu le nombre de données, l'ampleur des aspects évalués et le nombre de pays suivis, la Base de données sur la famille constitue une source précieuse d'informations qui aident à concevoir des documents stratégiques relatifs à la politique familiale et aux activités en faveur des familles. La mise à jour périodique des indicateurs existants, le rajout de nouveaux indicateurs, la mise à jour des outils interactifs et l'élargissement du module consacré aux données sur les enfants et leurs familles, sont une garantie que les analyses internationales et nationales sont fondées sur des données pertinentes. Entre 2010 et 2012, la République tchèque a soutenu l'extension de la base de données sur la famille par une contribution volontaire s'élevant à 15 000€.

<http://www.oecd.org/social/family/database.htm>





L'OCDE contribue à améliorer l'éducation en République tchèque

Le Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports reconnaît les avantages et les opportunités découlant de notre intégration à l'OCDE, notamment l'accès au nombre important de ressources, telles que des analyses, enquêtes et études comparatives nationales et internationales dont l'utilité pour le travail des experts nationaux est amplifiée par l'approche analytique apportée par les experts de l'OCDE. Certains de ces avantages, associés à l'adhésion à l'OCDE, sont proposés aux pays membres à titre gratuit moyennant le versement de cotisation, comme l'Étude économique qui, outre les aspects macroéconomiques, peut également traiter des questions relevant de la compétence de différents ministères. Invité à participer à son élaboration par le passé, le Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports a également contribué à l'élaboration de l'Étude économique de l'OCDE de la République tchèque 2020, centrée sur la problématique du fédéralisme fiscal. Le système de l'enseignement national en République tchèque a été examiné du point de vue de sa préparation aux changements sur le marché du travail et l'égalité d'accès à l'éducation.

Être en contact avec les experts de premier rang dans le domaine de l'éducation et la possibilité d'échanger représentent une autre valeur ajoutée associée à notre adhésion. Nous pouvons citer l'exemple du colloque avec Andreas Schleicher, Directeur de la Direction de l'éducation et des compétences de l'OCDE, organisé le 16 mai 2019 par le Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports. Intitulé « La profession d'enseignant dans le monde d'aujourd'hui », le colloque a accueilli, outre Andreas Schleicher, qui a présenté les spécificités du système de l'éducation en la République tchèque dans une perspective internationale, le professeur Stanislav Štech dont la contribution présentait les constatations principales concernant les enseignants tchèques.

Outre la possibilité de réseautage avec ses pairs dans le domaine de l'éducation, l'OCDE offre des informations actuelles et pertinentes sous forme de publications, statistiques et panoramas, disponibles pour beaucoup d'entre eux, sur l'iLibrary de l'OCDE ou sur la plateforme O.N.E., permettant de partager ou de rechercher les présentations partagées lors de webinaires et réunions en ligne au sein des communautés en ligne associées aux comités et groupes de travail de l'OCDE. Les webinaires constituent une autre source d'information actuelle et de valeur. L'OCDE permet l'accès à un grand nombre de ressources disponibles dans le domaine public, tels que des podcasts, des graphiques interactifs, des vidéos, des animations ou des blogs. Les publications « Regards sur l'éducation » et « Perspectives des politiques éducatives » sont incontestablement les ressources les plus utilisées au sein du ministère. Les représentants du ministère nouent des relations de travail à long terme avec des experts de l'OCDE et, selon leur spécialisation et leurs intérêts, tirent les bénéfices de l'accès aux webinaires et d'autres ressources en ligne pour ensuite les partager et pour en débattre avec leurs collègues.

Interactions entre la République tchèque et l'OCDE dans le domaine de la recherche, le développement et les innovations pour la formulation de la politique et des stratégies nationales

Depuis son adhésion, la République tchèque a participé aux travaux du Comité de la politique scientifique et technologique et des groupes de travail placés sous son autorité. La République tchèque a contribué à la formulation des politiques relatives à la recherche, le développement et des innovations, notamment dans le domaine de la politique applicable aux partenariats pu-



blic-privé, ou la formulation du concept du triangle de la connaissance, à savoir l'éducation, la recherche et les innovations qui doivent agir de concert. La République tchèque a également participé aux travaux dans les domaines des biotechnologies, de la nanotechnologie, des technologies nouvelles et convergentes et a fourni des contributions d'experts ou des éléments statistiques pour l'élaboration de documents et d'analyses formulés par l'OCDE. Des exemples d'activités entreprises sous l'égide du Comité de la politique scientifique et technologique auxquelles la République tchèque a pris part et dont elle bénéficie jusqu'à présent pour construire son potentiel de connaissances aidant à la formulation de documents stratégiques nationaux dans le domaine de la recherche, le développement et les innovations, sont énumérés ci-après :



- « Stratégie de l'innovation » - un des premiers projets horizontaux de l'OCDE lancé en 2007 lors de la conférence des ministres de l'OCDE tenue à Paris. Dans le cadre du Comité de la politique scientifique et technologique, le Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports de la République tchèque a organisé une rencontre internationale en 2010 à Prague, associant des représentants de haut niveau avec la présence du Premier ministre et la ministre de l'éducation nationale intitulée « Table ronde sur la stratégie d'innovation de l'OCDE : favoriser la coopération entre le secteur public et privé dans le domaine de la recherche, du développement et des innovations ». Les conclusions formulées ont été ensuite prises en compte pour l'élaboration de documents stratégiques nationaux en la matière.

- « Science, technologie et innovations - Perspectives de l'OCDE » et « Perspectives STI » - publications phares biennuelles du Comité de la politique scientifique et technologique (la 13^e édition parue en 2020), proposent un examen approfondi des politiques de recherche, de développement et d'innovations des pays membres. Ces publications mettent en lumière les tendances clés, les structures nationales dont les pays membres se sont dotées pour la mise en œuvre des politiques de recherche, de développement et d'innovations et les enjeux actuels avec des solutions envisageables, en ajoutant une analyse prospective relative au secteurs de la recherche, de développement et des innovations sur un horizon de 10 ans, ainsi que des projets horizontaux de l'OCDE. La dernière édition porte également sur le sujet actuel de la crise épidémiologique globale due au SRAS CoV- / COVID-19.

- « Mise en route avec RIS3 KEY » - un outil simple d'utilisation offrant une première évaluation rapide de la situation et du potentiel de régions pour ensuite permettre aux régions concernées d'évaluer la contribution potentielle des spécialisations intelligentes et mobiliser des acteurs en vue de formuler une stratégie RIS 3. Le Manuel RIS 3 KEY a été élaborée entre 2011 et 2012 dans le cadre du projet « Formulation et mise en place

de stratégies de spécialisations intelligentes ». La République tchèque a préparé la version en langue tchèque, à la disposition des acteurs au niveau national.

- « Manuel de Frascati 2015 » - la version actualisée de la méthode de référence internationale pour la collecte et l'utilisation des données statistiques relatives aux activités de recherche et de développement. Élaborée par le Groupe d'experts nationaux des indicateurs de la science et de la technologie (GENIST) du Comité de la politique scientifique et technologique, en collaboration avec d'autres experts et organisations internationales, la publication contient des définitions de base, des instructions pour la collecte de données et des classifications pour préparer des études statistiques dans le domaine de la recherche et du développement. Élargi par des nouveaux chapitres sur la collecte de données des différents secteurs et sur les nouvelles méthodes de collecte de données en vue d'une définition de différents aspects du soutien public à la recherche et au développement, le Manuel de Frascati de l'OCDE est devenu l'outil indispensable pour les statisticiens et les auteurs de politiques innovatrices de la République tchèque, pour la formulation et la mise œuvre des programmes d'innovations et de recherche appliquée et pour l'évaluation de tels projets.

- « Manuel d'Oslo 2018 - Lignes directrices pour le recueil, la communication et l'utilisation des données sur l'innovation » - fruit du travail conjoint du Comité de la politique scientifique et technologique (GENIST) et du Groupe de travail d'Eurostat pour l'étude des innovations (CIS) associant des experts issus de 45 pays et organisations internationales, la 4^e édition actualisée tient compte de l'expérience acquise au fil des cycles récents des enquêtes réalisées dans les pays de l'OCDE, de l'UE et dans les économies partenaires. La phase de révision s'est étendue sur 3 ans et la République tchèque a participé aux consultations entre experts ainsi qu'aux ateliers d'accompagnement. Vu que la méthodologie appliquée au recueil est reconnue mondialement et exploite des

données statistiques sur des innovations, ce document est utilisé par la République tchèque pour concevoir les programmes de soutien public à la recherche et au développement axés sur des innovations et également pour mesurer des activités d'innovation. Les données ainsi recueillies servent aux instances de l'Union européenne pour la conception de la politique commune de l'Union et des stratégies nationales d'innovation visant à favoriser la compétitivité des entreprises au niveau national.

La République tchèque utilise des publications, des périodiques et autres documents analytiques statistiques de l'OCDE dans l'objectif d'élaborer des documents définissant la stratégie nationale de la recherche, du développement et de l'innovation.

Parmi ces documents, rappelons notamment le document cadre « Stratégie d'innovation de la République tchèque 2019 - 2030 » adoptée par le Gouvernement de la République tchèque en 2019. Composé de 9 piliers interconnectés, le document définit les éléments de départ, des objectifs stratégiques fondamentaux et les outils visant à réaliser ces objectifs. Parmi les objectifs figurent : le financement et l'évaluation de la recherche et de développement, le centre d'innovation et de recherche, l'infrastructure nationale des startups et des spin-offs, l'enseignement polytechnique, la numérisation, la mobilité et l'environnement construit, la protection de la propriété intellectuelle, l'investissement et le marketing intelligents. Ce document stratégique-cadre définit la politique gouvernementale dans le domaine de la recherche, du développement et des innovations en vue de faire intégrer la République tchèque le groupe de pays européens à la pointe de l'innovation d'ici 12 ans.

<https://www.vyzkum.cz/>

<https://www.oecd.org/sti/45326349.pdf>

<http://oe.cd/oslomanual>

<http://oe.cd/frascati>

<https://www.oecd.org/sti/science-technology-innovation-outlook>





Opinions des enseignants et des chefs d'établissement entendues grâce au TALIS

Depuis 2013, TALIS, l'enquête internationale de l'OCDE appelée également « la voix des enseignants », aide la République tchèque à recueillir des données empiriques sur l'enseignement et l'apprentissage du cycle secondaire inférieur. Projet d'envergure (associant une cinquantaine de pays et d'économies), cette enquête internationale unique, fondée sur des données validées et représentatives, recense les expériences, les opinions et les attitudes des enseignants et des chefs d'établissement. Ainsi, TALIS fournit un retour majeur au niveau national et offre une inspiration venue d'autres pays pour la conception de mesures concrètes, notamment en soutien de chefs d'établissement et des enseignants

(voir par exemple : <https://www.csicr.cz/Prave-menu/Mezinarodni-setreni/TALIS/Navazujici-aktivita/TALIS-2013-Vzdelavaci-lidr-zkusenosti-s-realizaci>).



La participation répétée de la République tchèque dans cette enquête donne à la République tchèque la possibilité non seulement de considérer l'univers des établissements d'enseignement tchèque dans une perspective internationale mais constitue également une source d'information pour des projets et des activités nationaux en réponse aux enjeux de l'éducation nationale, comme l'encadrement pédagogique mis en place par les chefs d'établissements ou les sorties de la profession de l'enseignant). La préparation, la mise en place et les évaluations des résultats de l'enquête TALIS de l'OCDE sont effectuées sous la responsabilité de l'Inspection scolaire nationale. Ces ensembles de données sont mises à la disposition de l'Inspection, du Ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports, mais également du public et de nombreux acteurs opérant dans le domaine de l'éducation initiale.





La politique d'éducation n'est plus ce qu'elle était avant l'arrivée de PISA



Peut-être aviez-vous déjà entendu dire que l'éducation est une fonction des finances investis. Que des classes à effectifs réduits favorisent l'enseignement. Que les enfants issus de milieux défavorisés obtiennent automatiquement une éducation de moindre qualité. Que plus d'heures d'enseignement équivalent à de meilleurs résultats. Il existe un nombre de mythes associés traditionnellement à l'enseignement. Depuis 20 ans, les enquêtes internationales PISA sur les compétences scolaires fondées sur les données représentatives recueillies dans plus de quatre-vingts pays et économies, tentent de mettre en évidence, qu'à beaucoup d'égards, la qualité des enseignants et de leur encadrement compte davantage que la taille des classes. Que, à partir d'un certain seuil, la réussite scolaire ne dépend pas du montant des dépenses. Que dans plusieurs pays du monde, les enfants issus des milieux les plus défavorisés obtiennent de meilleurs résultats que les élèves les plus privilégiés dans d'autres. Ou qu'en améliorant la qualité de l'enseignement, on peut améliorer les résultats des élèves, sans augmenter le nombre de cours.

Les enquêtes internationales PISA ne disent pas comment les choses doivent être mais comment elles sont. Outre la mesure de la préparation des élèves aux études ou à l'insertion sur le marché du travail, les enquêtes PISA recensent tous les trois ans des données empiriques sur l'état des lieux du système d'éducation

tchèque, dont une grande partie est ensuite utilisée à l'appui de la formulation de la future orientation de la politique éducative en République tchèque. Les différences entre les aspirations des élèves en matière d'éducation dans les différents types d'établissements, la dépendance supérieure à la moyenne entre les résultats des élèves et le statut socio-économique des parents, des écarts supérieurs à la moyenne des résultats entre écoles, des disparités fortes entre des résultats des élèves de différentes régions et d'autres constatations formulées par les enquêtes internationales PISA sont mises à contribution dans le document stratégique le plus récent intitulé « Lignes directrices de la politique d'éducation en République tchèque à l'horizon 2030+ » qui sert d'encadrement pour « La Stratégie de la politique éducative à l'horizon 2030+ » en cours de préparation. En 2012, les enquêtes internationales PISA ont pour la première fois évaluées la culture financière encourageant la République tchèque à intégrer la culture financière dans le cursus scolaire. La préparation, la mise en place et les évaluations des résultats des enquêtes de l'OCDE sont placées en République tchèque sous la responsabilité de l'Inspection scolaire nationale qui systématiquement associe les résultats de l'enquête aux informations recueillies dans le cadre des activités nationales d'évaluation.

<https://www.csicr.cz/Prave-menu/Mezinarodni-setreni/PISA>





Les utilisations envisagées globales de ressources par groupes de pays

Source : Rapport sur les projections macroéconomiques en République tchèque

La Tchéquie circulaire » - projet phare de l'OCDE, inspiration pour d'autres pays ?

Projet unique et coopération jusqu'ici réussie entre la République tchèque et l'OCDE, lancé le 11 novembre 2019 et financé par l'UE, « la Tchéquie circulaire » peut servir de source d'inspiration aux autres pays en matière de coopération efficace entre l'OCDE et le pays membre. Les rapports intermédiaires abordent la consommation et les comportements de consommation en République tchèque, énumèrent les outils économiques, offrent une analyse comparative des stratégies nationales en faveur de l'économie circulaire, adoptées par les différents pays membres de l'OCDE, et des projections de l'évolution économique et des consommations de matières en République tchèque dans le cadre de l'économie circulaire et la gestion des déchets. Le rapport final indique qu'en dépit du progrès enregistré par la République tchèque au cours de la dernière décennie et tout en réduisant la pression exercée sur l'environnement par des activités économiques, notre économie fait toujours partie des éco-

nomies à plus forte intensité d'énergie, de CO₂ et de ressources parmi les pays membres de l'OCDE et de l'UE en raison de son solide socle industriel et le recours au charbon. Comme le graphique sur les utilisations envisagées globales de ressources (la biomasse, les combustibles fossiles, les métaux et les ressources non métalliques) par groupes de pays l'indique, les ressources non métalliques en particulier (le sable de construction ou le gravier) seront consommés à un rythme plus rapide que la moyenne des pays de l'UE ou de l'OCDE en raison de l'accélération des investissements dans l'infrastructure. Le rapport souligne également que la République tchèque s'est dotée d'un cadre politique et légal bien développé et complexe en termes de gestion de déchets, gestion de ressources et mesures bien établies de la numérisation. La stratégie sera mise à la disposition des professionnels et l'OCDE souhaite s'en servir comme modèle pour d'autres pays.

https://www.mzp.cz/cz/news_191011_OECD_pomuze_Ceske_republice_pripravou_strategie_obehoveho_hospodarstvi





Conférence de presse

(de gauche à droite Petr Gandalovič, ambassadeur auprès de l'OCDE, Adam Vojtěch, ministre de la Santé, Falilou Fall, auteur principal, Département des affaires économiques de l'OCDE)

Présentation de l'analyse la plus approfondie du système de santé en République tchèque réalisée ces dernières années

En novembre 2018, le Ministère de la Santé a organisé une conférence à l'intention des professionnels pour présenter le chapitre intitulé « Système de santé » de l'Étude économique de l'OCDE. Outre le résumé des constatations principales présentés par les auteurs de la publication venus de l'OCDE, le Ministre de la Santé a présenté aux participants de la conférence la position du ministère par rapport aux recommandations formulées.

Ce chapitre « Système de santé » de l'Étude économique représente une des analyses les plus approfondies élaborée par cette organisation internationale de ces dernières années. Selon l'OCDE, le système de santé en République tchèque atteint de bons résultats en comparaison avec d'autres économies d'Europe centrale et d'Europe de l'Est et converge vers la moyenne de l'OCDE. De surcroît, les recommandations formulées par l'OCDE sont conformes aux positions et aux stratégies adoptées par le Ministère et servent de base pour un débat politique et des débats entre experts en la matière.

<http://www.oecd.org/health/bycountry/czechrepublic/>

<https://www.mzcr.cz/cesky-preklad-zdravotnicke-kapitoly-hospodarskeho-prehledu-cr-2018/>





Améliorer les conditions d'accès au logement



Source : Wikicommons

Vu la panoplie de données complexes dont elle dispose et sa capacité d'apprécier ces données de manière analytique, incluant également des études comparatives entre différents pays, l'OCDE s'est vue proposer par le Ministère du Développement régional de travailler sur le projet intitulé « Analyse et recommandations en vue de l'amélioration des conditions d'accès au logement en République tchèque » financé par la Commission européenne, dans le cadre de son programme de soutien aux réformes structurelles avec pour objectif principal de formuler des conclusions et des recommandations fondées sur des analyses d'experts issus d'une institution internationale de renommée qui étudie la problématique de l'accessibilité au logement depuis longtemps dans un grand nombre de pays et dispose d'ensembles de données pour établir des comparaisons internationales.

Ce projet comprend également une vaste enquête basée sur des interviews et effectuée dans des centaines de communes tchèques, en vue de cartographier la situation actuelle du marché du logement, comprenant l'étude de conditions locales dans deux villes sélectionnées - Pilsen et Olomouc. Lancé en septembre 2019 à Prague et prévu pour les années 2019 et 2020 sur une période de 15 mois, y compris les études de cas effectuées dans les deux villes choisies, le projet a été prolongé jusqu'à 2021, vu le contexte de la pandémie du Covid-19. Les recommandations permettront de formuler une nouvelle stratégie de logement en République tchèque à l'horizon 2030. Suite à son adoption par le Gouvernement, la stratégie servira de cadre pour la mise en place de mesures opérationnelles de suivi visant à l'amélioration de l'accessibilité du logement en République tchèque.

<https://www.mmr.cz/cs/evropska-unie/spoluprace-v-ramci-eu-a-mezinarodni-spoluprace/>





Solutions efficaces en politique régionale



La politique régionale de la République tchèque vise à réduire les écarts entre les régions, à stimuler la croissance économique, à améliorer la qualité de vie des habitants et à promouvoir la croissance durable. Pour la mise en place des orientations stratégiques de la politique régionale, il est essentiel pour la République tchèque de suivre les panoramas des régions, des projets de recherche et des études de l'OCDE qui dressent un tableau des sujets régionaux dans d'autres pays du monde.

Dans la période actuelle où le monde entier est confronté à la pandémie du Covid-19, la République tchèque salue la création du portail « Covid-19 web platform » qui recense des données actualisées sur la propagation du virus et les informations sur les impacts économiques dans les différents pays, ainsi que la publication « L'impact territorial du Covid-19 : gérer la crise entre niveau de gouvernement ». Publié au printemps 2020, ce rapport présente des exemples de bonnes pratiques mises en œuvre dans les pays de l'OCDE et ailleurs pour atténuer les effets territoriaux de la crise. Inspirés par cette publication, nous avons recueilli les exemples de bonnes pratiques et des exemples de solutions régionales mises en œuvre en République tchèque en réaction immédiate à cette crise. En été 2020, le Ministère du développement régional a publié « Recueil de bonnes pratiques des régions et des villes » enrichi d'expériences inspirantes et intéressantes vécues à l'étranger, disponible sur le site :

<https://www.mmr.cz/getmedia/72d322c1-9bf0-410f-a093-9de5b04d2d3d/sbornik-finalni.pdf.aspx?ext=.pdf>





Certification variétale de semences - Système de l'OCDE pour les Semences

La République tchèque est membre de longue date du Système de l'OCDE pour les Semences facilitant le commerce des semences de variétés agricoles dans le monde entier pour les producteurs et fournisseurs tchèques. Les semences sont officiellement certifiées selon un ensemble de procédures harmonisées et adoptées par les pays signataires associés aux autres systèmes de certification, comme les règles ISTA ou la réglementation européenne. Le Système de certification vise à harmoniser et améliorer le commerce mondial international, simplifier les procédures de certification, réduire les barrières techniques aux échanges commerciaux et assurer la traçabilité des semences. En appliquant de manière rigoureuse les exigences de qualité et les procédures de contrôle, le Système contribue à l'harmonisation de normes internationales. Créé en 1958, le Système rassemble actuellement 61 pays du monde entier. La République tchèque, la Tchécoslovaquie à l'époque, a adhéré au Système en tant que membre associé dans les années 1970, pour devenir plus tard membre à part entière. Depuis, la République tchèque participe de manière active au développement du Système qui contient aujourd'hui des règles relatives à 204 variétés agricoles. En 2017, à l'occasion du 140^e anniversaire de l'existence du système de contrôle de semences en République tchèque, elle a accueilli la Réunion annuelle du Système de certification des semences organisée sous les auspices du Ministre de l'Agriculture.

<http://eagri.cz/public/web/en/ukzuz/portal/seeds-and-planting-materials/>



<http://eagri.cz/public/web/ukzuz/portal/osivo-a-sadba/certifikace/oecd/>





La République tchèque coopère avec l'OCDE en matière de la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers

La République tchèque fait partie des 44 pays signataires de la Convention de l'OCDE pour la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales (« la Convention »), qui représente aujourd'hui 66 % des exportations mondiales et sur le territoire desquels 95 sur 100 des plus grandes sociétés internationales non financières sont établies. Suite à l'adhésion à la Convention, la République tchèque a modifié le Code pénal stipulant que « commet une infraction quiconque, directement ou indirectement, donne, offre ou convient de donner à un agent public étranger un avantage indu ». Au cours de plus de 20 ans de l'existence de la Convention, les pays membres ont engagé des actions répressives à l'encontre de 560 personnes physiques et 200 personnes morales environ pour l'infraction de corruption transnationale.



<http://www.oecd.org/corruption/anti-bribery/anti-briberyconvention/oecdworkinggrouponbriberyininternationalbusinessstransactions.htm>





Politique d'investissement dans la perspective internationale

CzechInvest, l'agence nationale pour le développement économique et les investissements, s'appuie depuis longtemps sur l'expertise de l'OCDE et ses documents analytiques pour préparer et établir le bien-fondé de l'action économique menée en vue de la promotion des investissements et de la modernisation industrielle en République tchèque. La coopération avec les experts de l'OCDE ainsi que les discussions entre les États membres permettent d'acquérir des connaissances sur la mise en œuvre pratique de politiques économiques et de suivre les tendances économiques au niveau international.

Au cours des 25 ans de son existence, l'Agence a participé à la mise en œuvre de nombreux programmes et aux travaux de groupes de discussion associant les États membres et des États bénéficiaires d'assistance technique, tels que le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan, la Serbie et autres. Nous tenons à rappeler la participation de l'Agence aux programmes « Investment Compact for Southeastern Europe and Eurasia » ainsi que la participation au Groupe nouvellement créé pour la promotion et facilitation des investissements sous l'autorité de la Division de l'Investissement.

Les comparaisons avec d'autres États membres ainsi que les recommandations formulées par des missions d'évaluation nous aident à mettre en place des mesures de politique d'investis-

sement, telles que les modifications du cadre de soutien à la création d'emplois et la modification des impacts régionaux de la loi sur les incitations à l'investissement, d'organiser des campagnes de sensibilisation relative à la Directive sur la lutte contre la corruption internationale ou de nous mesurer contre la jauge de l'approche adoptée par d'autres États membres dans le domaine de la promotion et facilitation des investissements. En raison de son expérience accumulée lors du processus de transformation et de la part élevée de l'industrie de transformation dans l'économie nationale, les observations formulées par la République tchèque sur les problématiques discutées sont appréciées par d'autres États membres.

Nous tenons à remercier à cette occasion le personnel et les analystes du programme Eurasia Fahdi Farra, William Tomson, Patrik Pružinský, Daniel Quadbeck, Iris Mantovani et bien d'autres, pour leurs contributions aux programmes de soutien et de restructuration économique destinés aux administrations des pays partenaires de la région d'Eurasie conformément aux priorités de la République tchèque par le biais du transfert de savoir-faire et des visites d'étude en République tchèque.

www.czechinvest.org





Commerce sans frontières

Le 25^e anniversaire de l'adhésion la République tchèque à l'OCDE est un événement important pour la Fédération de l'Industrie et du Transport de la République tchèque. L'adhésion n'étant pas automatique, chaque pays candidat doit faire preuve de préparation politique et de stabilité économique pour devenir membre de cette prestigieuse communauté réunissant les pays les plus développés souscrivant aux principes de la démocratie et de l'économie de marché.

Les entreprises opérant en République tchèque et réunies sous la Fédération de l'Industrie et du Transport de la République tchèque ont contribué de manière significative à cette stabilité et crédibilité. C'était Mr. Thomas Bata qui croyait en la force et la capacité de l'industrie et des entreprises tchèques qui, par le poids de sa personnalité, a soutenu la candidature de la Fédération de l'Industrie et du Transport au Comité consultatif économique et industriel de l'OCDE. En 1995, année où la République tchèque est devenue membre de l'OCDE, la Fédération de l'Industrie et du Transport a entamé le processus de préparation à l'adhésion au Comité consultatif économique et industriel de l'OCDE et, au début de l'année 1996, le Comité tchèque, associant des chefs d'entreprise et des patrons d'industrie tchèques, et représenté aux réunions tenues à Paris par ses expertes et experts, a vu le jour. Au fur et à mesure que le rôle de l'OCDE dans l'élaboration des politiques qui favorisent la prospérité, l'égalité des chances et le bien-être pour tous se renforçait progressivement et que son influence gran-

dissait dans le monde et au sein du G-20, le rôle des entreprises mondiales associées sous les auspices du Comité consultatif économique et industriel de l'OCDE augmentait également. Aujourd'hui, le Comité consultatif économique et industriel est un partenaire de confiance tant pour l'OCDE que pour d'autres organisations internationales. Représentant plus de 7 millions d'entreprises de toutes tailles, le Comité œuvre pour la prise d'initiatives et de décisions politiques à tous les niveaux de l'OCDE en faveur de l'industrie et les entreprises.

L'adhésion de notre pays à l'Union européenne et l'adhésion de la Fédération de l'Industrie et du Transport au BusinessEurope n'ont fait que renforcer et confirmer le rôle des entreprises en Europe et dans le monde. L'entreprise ne connaît pas de frontières et ses principes fondamentaux, notamment l'ouverture des économies et des marchés, des règles équitables en faveur de la compétitivité, l'engagement de créer des valeurs et des emplois durables restent inchangées. Vu le nombre d'enjeux et de défis auxquels sont confrontés les entreprises qui dépassent les frontières nationales, voire européennes, et qui doivent être abordés au niveau mondial dans le respect des objectifs du développement durable, il est nécessaire de créer un environnement entrepreneurial durable qui motive les entreprises à appliquer ces principes.

Devenue membre à part entière respecté de la communauté européenne et mondiale des affaires, la Fédération de l'Industrie et du Transport de la République tchèque est à même de



défendre et promouvoir les intérêts de ses membres en Europe et dans le monde. La cohérence entre les entrepreneurs et les entreprises et leur capacité à soutenir l'économie et l'emploi même en période de conjoncture défavorable, a été mise à l'épreuve avec succès par la crise financière et économique, les pressions migratoires et la pandémie actuelle du Covid-19.

www.spcr.cz





L'OCDE façonne la concurrence sur les marchés publics

L'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE), son Comité de la concurrence et ses Groupes de travail, représentent pour l'Autorité de la concurrence de la République tchèque une source inestimable d'information et d'impulsions. Les publications du Comité, sous forme de recommandations, lignes directrices ou meilleures pratiques, sont adoptées et mises en pratique par la quasi-totalité des autorités nationales de la concurrence, et par leur intermédiaire, par les économies nationales des pays membres, des pays associés ou autres.

À titre d'exemple on peut citer les activités du Comité de la concurrence de l'OCDE liées à la procédure de passation des marchés publics. En effet, il s'agit d'un de ses domaines d'action prioritaire vu que les pays de l'OCDE consacrent environ 12 % de leur PIB aux marchés publics. Par conséquent, des appels d'offres efficaces et compétitifs sont essentiels pour obtenir des biens et des services au meilleur rapport qualité prix, et ceci au profit des contribuables, des consommateurs et des utilisateurs des services publics en général.

Cependant, la manière dont une offre est réalisée et la conception de l'offre elle-même peuvent entraver la concurrence et promouvoir des ententes de collusion entre concurrents. Pour cette raison, l'OCDE a déjà publié en 2012 la « Recommandation pour la lutte contre les soumissions concertées dans les marchés publics ». Cette recommandation, ainsi que les « Lignes directrices pour la lutte contre les soumissions concertées dans les marchés publics » sont devenues l'instrument fondamental à la disposition des gouvernements des pays membres de l'OCDE et autres pays permettant de limiter ces pratiques anticoncurrentielles dans le cadre de la passation des marchés et de définir des méthodes efficaces de leur détection. La Recommandation, ainsi que les Lignes directrices contiennent une liste de vérification pour la conception de la procédure de passation des marchés et pour l'identification du risque de soumission concertée. Ainsi, ces do-

cuments représentent la base pour la formulation des stratégies nationales de la lutte contre toute manipulation des procédures d'appel d'offres et permettent aux entités de droit public de concevoir telles procédures qui favorisent la concurrence effective. Dans l'optique d'améliorer le fonctionnement des marchés où un grand nombre de contrats sont attribués, les autorités chargées de l'examen des passations des marchés publics ainsi que les autorités de défense d'une concurrence sur les marchés cherchent à intégrer ces règles très pertinentes dans ses pratiques. L'Autorité de la concurrence de la République tchèque s'appuyant sur les constatations et les recommandations formulées par l'OCDE accorde depuis longtemps une attention particulière à la lutte contre les soumissions concertées dans les marchés publics.

PaRR Global, l'une des principales agences étrangères spécialisées, entre autres, en matière de concurrence, a noté l'Autorité de la concurrence de la République tchèque comme la deuxième la plus active en matière de détection de la pratique de soumission concertée dans les marchés publics parmi les pays membres de l'Union européenne. Dans le cadre de sa mission de la lutte contre les soumissions concertées, l'Autorité de la concurrence de la République tchèque est active non seulement dans le domaine de l'instruction et de la lutte contre cette pratique illicite (en 2019, le montant des sanctions infligées en raison de soumissions concertées a dépassé les 92 millions de couronnes tchèques) mais mène également une activité de publication et de sensibilisation (au moyen de présentations et de formations) destinées aux adjudicateurs publics et aux soumissionnaires.



<https://www.uohs.cz/cs/verejne-zakazky/osveta-a-transparentnost-verejnych-zadavatelu/zakazane-dohody-bid-rigging.html>

<https://www.uohs.cz/cs/verejne-zakazky/osveta-a-transparentnost-verejnych-zadavatelu/publikace.html>

<https://www.oecd.org/daf/competition/oecd-work-on-fighting-bid-rigging-in-public-procurement.pdf>





25 ans d'adhésion de la République tchèque à l'OCDE

Textes : Collectif d'auteurs

Design graphique : Roman Martinka

Photographies : OCDE, Ministère des Affaires étrangères, Bureau du Gouvernement, Vladimír Dlouhý, Ministère des Finances, Ministère de l'Industrie et du Commerce, Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports, Inspection générale de l'Éducation nationale, Ministère de l'Agriculture, Fédération de l'Industrie et du Transport, Wikipedia Commons

Rédaction et collaboration :
Markéta Fajmonová, Simona Cigánková

Publié par le Ministère des Affaires étrangères
de la République tchèque

Première édition, Prague 2020

ISBN : ISBN 978-80-7441-063-5

